

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 1223 [C — 2001/03217]

3 MAI 2001. — Arrêté ministériel portant modification de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1993 relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 13 février 1995 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées (1), notamment l'article 4, 3°;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1993 relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées (2), notamment l'article 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (3), notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 (4) et modifié par la loi du 4 août 1996 (5);

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'exonérer de l'accise les boissons constituées de jus de fruits fortement dilués qui, manifestement sont destinés à l'alimentation des nourrissons en raison de leur présentation et que par ailleurs, il y a lieu de rappeler qu'il n'a jamais été question de soumettre à l'accise les aliments pour nourrissons; que dans ces conditions, il s'indique de préciser sans tarder le statut fiscal de ces boissons et de prendre le présent arrêté sans délai,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article *2bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté ministériel du 23 décembre 1993 relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées :

« Art. *2bis*. Les produits visés à l'article 2 qui, du fait de leur composition et de leur présentation, sont manifestement destinés à l'alimentation des nourrissons, ne sont pas considérés comme boissons pour l'application de l'accise. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2001.

D. REYNDERS

Notes

- (1) *Moniteur belge* du 11 mars 1995.
- (2) *Moniteur belge* du 31 décembre 1993.
- (3) *Moniteur belge* du 21 mars 1973.
- (4) *Moniteur belge* du 15 juillet 1989.
- (5) *Moniteur belge* du 20 août 1996.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 1224 [C — 2000/01099]

29 AVRIL 2001. — Arrêté royal autorisant l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol, en abrégé CEN.SCK, à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour la réalisation d'une enquête épidémiologique, à savoir l'« Étude de la mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique »

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol, en abrégé CEN.SCK, à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour les besoins d'une enquête épidémiologique intitulée « Étude de la mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2001 — 1223 [C — 2001/03217]

3 MEI 2001. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 december 1993 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 13 februari 1995 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken (1), inzonderheid op artikel 4, 3°;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 1993 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken (2), inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (3), inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 (4) en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996 (5);

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het aangewezen is om de dranken die samengesteld zijn uit sterk verdunde vruchtensappen en die, omwille van hun aanbieding, kennelijk bestemd zijn voor de voeding van zuigelingen vrij te stellen van accijns en dat er bovendien reden is in herinnering te brengen dat het nooit de bedoeling is geweest om zuigelingenvoeding te onderwerpen aan accijns; dat onder deze voorwaarden, het aangewezen is om onmiddellijk het fiscaal statuut van deze dranken nauwkeurig op te geven en dit besluit zonder uitstel te nemen,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel *2bis*, opgesteld als volgt, wordt ingevoegd in het ministerieel besluit van 23 december 1993 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken :

« Art. *2bis*. De producten bedoeld in artikel 2 die, omwille van hun samenstelling en aanbieding, kennelijk bestemd zijn voor de voeding van zuigelingen, worden voor de toepassing van de accijns niet beschouwd als dranken. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2001.

D. REYNDERS

Nota's

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 11 maart 1995.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1993.
- (3) *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.
- (4) *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1989.
- (5) *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 1224 [C — 2000/01099]

29 APRIL 2001. — Koninklijk besluit waarbij aan de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol, afgekort SCK.CEN, mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de uitvoering van een epidemiologisch onderzoek, namelijk de « Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België »

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol, afgekort SCK.CEN, mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen te verlenen voor de behoeften van een epidemiologisch onderzoek met als titel: « Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België ».

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Le CEN.SCK a effectué en Belgique une enquête rétrospective de cohorte (1953-1994) au cours de laquelle tous les (ex-) travailleurs des cinq entreprises nucléaires participantes ont fait l'objet d'un suivi en ce qui concerne les risques encourus par eux sur le plan de la santé, leur mortalité et la cause de leur décès. Cette enquête s'inscrit en outre dans le cadre d'une étude internationale relative aux effets sur la santé d'une exposition de longue durée à des faibles doses de rayonnements ionisants (« International Collaborative Study on Cancer Risk among Radiation Workers », IARC/WHO).

L'enquête est réalisée dans les entreprises suivantes : le CEN.SCK, BELGONUCLEAIRE, BELGOPROCESS et les centrales nucléaires de Doel et de Tihange (ELECTRABEL SA).

A l'heure actuelle, l'enquête porte sur environ 8000 travailleurs. Les informations suivantes ont été collectées pour chacun d'eux :

- informations relatives à l'identité (nom, lieu et date de naissance, dernière adresse connue, sexe);
- période d'occupation;
- dose annuelle d'irradiation individuelle reçue;
- état vital (« en vie », « décédé », « immigré ») au 31 décembre 1994, avec mise à jour périodique;
- si la personne est décédée : date, lieu et cause du décès (ainsi que mentionné sur le certificat de décès);
- informations relatives à d'autres facteurs éventuels qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur la mortalité due au cancer et la maladie : habitudes tabagiques, exposition à des substances toxiques, statut socio-économique.

A l'aide de toutes ces données, on vérifiera ensuite s'il existe des variations en ce qui concerne la mortalité (due au cancer) et la maladie dans le chef de ces travailleurs en fonction de l'intensité des rayonnements ionisants auxquels ils ont été exposés. La mortalité (due au cancer) sera également examinée par rapport à la population belge dans son ensemble.

L'enquête — qui dans l'état actuel des choses, a assuré le suivi de ces travailleurs jusqu'en 1994 inclusivement — a pour objectif de continuer à assurer le suivi de la mortalité (due au cancer) et de la maladie dans cette cohorte.

A l'heure actuelle, il apparaît que plus de 80 % des personnes concernées par l'étude sont encore en vie. Il est évident qu'un suivi plus long ajoutera des informations très précieuses à cette enquête et permettra de tirer des conclusions plus précises sur la mortalité due au cancer. La principale étude concernant l'exposition à des doses élevées d'irradiation, à savoir la « Life Span Study », qui étudie l'état de santé des survivants des bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki, elle aussi est toujours en cours, de façon à avoir une image aussi complète que possible de l'émergence du cancer dans cette population.

En vue de poursuivre la réalisation de cette étude de mortalité et de surveiller de façon prospective les travailleurs actuels et les nouveaux travailleurs en ce qui concerne la mortalité due au cancer et la maladie, la communication des informations du Registre national des personnes physiques est requise pour certaines de ces informations comme les adresses récentes des ex-travailleurs, le nombre de personnes décédées et la date du décès. Ces informations sont indispensables pour les besoins de l'enquête et ne peuvent être obtenues d'aucune autre manière, compte tenu de la réglementation en vigueur en matière de protection de la vie privée.

Afin de mener à bien son enquête, l'unité de recherche concernée sollicite la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms), 3° (sexe), 5° (résidence principale) et 6° (lieu et date du décès) de la loi du 8 août 1983 précitée. Chacune de ces informations s'avère indispensable pour s'assurer de l'état vital des personnes ayant pris part à l'enquête et permettre de la sorte d'augmenter la portée statistique de celle-ci en estimant le risque d'exposition avec davantage de précision. L'information relative à l'article 3, alinéa 1^{er}, 6° (lieu et date du décès) de la loi précitée du 8 août 1983 permettra en outre de connaître le cas échéant la cause spécifique du décès via le médecin traitant.

Conformément à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, il est précisé à l'article 4, alinéa 1^{er}, du projet que les informations obtenues du Registre national peuvent être conservées pendant une période de maximum un an après leur communication. Si certaines personnes doivent à nouveau être interviewées à l'issue de

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het SCK.CEN heeft in België een retrospectief cohorte onderzoek (1953-1994) opgezet, waarbij alle (ex) werknemers van vijf participerende nucleaire bedrijven opgevolgd worden wat betreft hun gezondheidsrisico's, hun sterfte en de oorzaak van hun overlijden. Dit onderzoek kadert bovendien in een internationaal onderzoek naar de gezondheidseffecten van langdurige blootstelling aan lage dosissen ioniserende straling (« International Collaborative Study on Cancer Risk among Radiation Workers », IARC/WHO).

Het onderzoek wordt uitgevoerd in de volgende bedrijven : het SCK.CEN, BELGONUCLEAIRE, BELGOPROCESS en de kerncentrales van Doel en van Tihange (ELECTRABEL NV).

Op dit ogenblik zijn ongeveer 8000 werknemers in de studie opgenomen. Voor ieder van hen worden volgende groepen van gegevens verzameld :

- identiteitsgegevens (naam, geboortedatum en -plaats, laatst gekende adres, geslacht);
- tewerkstellingsperiode;
- individuele jaarlijkse opgelopen stralingsdosis;
- vitale status (« in leven », « overleden », « geëmigreerd ») op 31 december 1994, met periodieke updating;
- indien overleden : datum, plaats en oorzaak van overlijden (zoals vermeld op het overlijdenscertificaat);
- gegevens over mogelijke andere factoren die een invloed op de (kanker)sterfte en ziekte kunnen hebben : rookgewoontes, blootstelling aan toxische stoffen, socio-economische status.

Aan de hand van al deze gegevens zal vervolgens worden nagegaan of er variaties zijn in (kanker)sterfte en ziekte in hoofde van deze werknemers naar gelang van de intensiteit van de ioniserende straling waaraan zij blootgesteld werden. Ook zal de (kanker)sterfte ten opzichte van de algemene Belgische bevolking bestudeerd worden.

Het onderzoek — waarbij deze werknemers in de huidige stand van zaken opgevolgd werden tot en met 1994 — heeft als doelstelling de (kanker)sterfte en ziekte in deze cohorte verder te blijven opvolgen.

Op dit ogenblik zijn er naar het schijnt nog meer dan 80 % van de studiepersonen in leven. Het spreekt vanzelf dat een langere opvolging zeer waardevolle informatie zal toevoegen aan dit onderzoek en meer precieze gevolgtrekkingen over de kankersterfte zal toelaten. Ook de meest belangrijke studie in verband met blootstelling aan hoge dosissen straling namelijk de « Life Span Study », die de overlevenden van de atoombomaanval op Hiroshima en Nagasaki bestudeert, loopt tot op heden door om aldus een zo volledig mogelijk beeld te krijgen van het voorkomen van kanker in die populatie.

Om deze mortaliteitsstudie verder te kunnen uitvoeren, en zowel de huidige werknemers als de nieuwe werknemers verder prospectief te kunnen blijven surveilleren wat kankersterfte en ziekte betreft, is voor bepaalde van deze gegevens zoals recente adressen van ex-werknemers, aantal overledenen en datum van overlijden, mededeling van de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen vereist. Deze gegevens zijn onontbeerlijk voor het onderzoek en, gezien de van kracht zijnde regelgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, op geen enkele andere manier te bekomen.

Ten einde haar onderzoek tot een goed einde te kunnen brengen, vraagt de betrokken onderzoekseenheid de mededeling van de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 3° (geslacht), 5° (hoofdverblijfplaats) en 6° (plaats en datum van overlijden) van de voormelde wet van 8 augustus 1983. Elk van deze informatiegegevens blijkt onmisbaar om de vitale status van de personen die deelnemen aan het onderzoek na te gaan en het op die manier mogelijk te maken de statistische bewijskracht ervan te verhogen door met meer precisie het ziekerisico in te schatten. Het gegeven met betrekking tot artikel 3, eerste lid, 6° (plaats en datum van overlijden), van de voormelde wet van 8 augustus 1983 zal bovendien toelaten desgevallend de specifieke doodsoorzaak te kennen via de behandelende geneesheer.

Overeenkomstig het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, wordt in artikel 4, eerste lid, van het ontwerp bepaald, dat de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens gedurende een periode van maximaal één jaar na de mededeling hiervan mogen worden bewaard. Indien na deze periode bepaalde

cette période, une nouvelle communication du Registre national peut être prévue sans devoir entamer une nouvelle procédure de communication des informations visées à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983.

Lors de la réalisation de cette enquête, on veillera soigneusement à la protection de la confidentialité des données et au respect de la réglementation en matière de traitement statistique de données à caractère personnel. Les fichiers du Centre d'étude de l'Energie nucléaire sont déclarés à la Commission de la Protection de la vie privée. L'Ordre des Médecins a donné un avis favorable au Centre d'étude pour ce qui concerne la réalisation de l'enquête dont il s'agit.

Seules des informations anonymes seront communiquées à des tiers, et ce uniquement dans le cadre de l'étude internationale en cours.

Le contrôle de la qualité scientifique de l'activité de recherche est assuré activement par deux comités d'accompagnement externes :

— au niveau national, le Groupe scientifique ad hoc;

— au niveau international, l'équipe de recherche de l'IARC /WHO (« International Collaborative Study on Cancer Risk among Radiation Workers »), sous la direction du Dr. E. Cardis. L'étude internationale fait d'ailleurs également l'objet d'un contrôle assuré par deux commissions d'accompagnement externes, à savoir la « Epidemiology Subcommission » et la « Dosimetry Subcommission », composées d'experts reconnus au niveau international.

Le Gouvernement s'est également assuré que les précautions nécessaires ont été prises afin de garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations se rapportent :

1° il apparaît que la demande de communication d'informations du Registre national satisfait en tous points aux conditions fixées par l'arrêté royal du 3 avril 1995 précité en ceci notamment que :

— le Ministre de la Politique scientifique a reconnu l'intérêt scientifique de l'enquête en date du 26 janvier 1998, après avis favorable de la Commission interministérielle de la Politique scientifique;

— le Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol est doté en tant qu'établissement d'utilité publique de la personnalité civile en application de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. La fondation de l'établissement d'utilité publique « Centre d'étude de l'Energie nucléaire » et ses statuts ont été approuvés par l'arrêté royal du 23 juillet 1957 (1).

— l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements dispose du personnel et du matériel nécessaires.

En ce qui concerne la protection du logiciel et du matériel destinés à cette enquête épidémiologique, il est fait usage d'un PC, type Dell Optiplex GX1+, équipé du système d'exploitation Microsoft Windows NT 4.0 Service Pack 4. Ce PC est installé dans un local non accessible au public au sein du Service médical du CEN et est raccordé à un réseau Ethernet utilisant TCP/IP. Le PC a accès à des serveurs Windows NT 4.0 pour un stockage protégé des données.

Comme d'autres PC, le PC équipé de Windows NT est raccordé au réseau au moyen d'une procédure automatisée, dans le respect des recommandations en matière de sécurité de l'installation et des données.

personnes opnieuw geïnterviewd moeten worden, kan in een nieuwe mededeling vanwege het Rijksregister worden voorzien, zonder dat een nieuwe procedure tot mededeling van de informatiegegevens zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 moet worden ingesteld.

Bij de uitvoering van dit onderzoek wordt nauwkeurig toegezien op het beschermen van de vertrouwelijkheid van de gegevens en het naleven van de regelgeving voor wat het statistisch verwerken van persoonsgegevens betreft. De bestanden van het Studiecentrum voor Kernenergie zijn aangegeven bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De Orde van Geneesheren verleende het Studiecentrum wat de uitvoering van het onderzoek waarvan sprake betreft, gunstig advies.

Slechts anonieme gegevens zullen aan derden worden doorgegeven, louter in het kader van de lopende internationale studie.

De controle op de wetenschappelijke kwaliteit van de onderzoeksactiviteit gebeurt actief door twee externe begeleidingscomités :

— op nationaal niveau, de Wetenschappelijke Stuurgroep;

— op internationaal niveau, het onderzoeksteam van het IARC /WHO (« International Collaborative Study on Cancer Risk among Radiation Workers ») onder leiding van Dr. E. Cardis. Ook op de internationale studie wordt trouwens toegezien door twee externe begeleidingscommissies, namelijk de « Epidemiology Subcommission » en de « Dosimetry Subcommission », samengesteld uit internationaal erkende experts.

De Regering heeft eveneens nagegaan of de noodzakelijke voorzorgen genomen werden om de bescherming van het privé-leven van de personen waarop de informatiegegevens betrekking hebben te waarborgen :

1° het blijkt dat de aanvraag om mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister op alle punten voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995, in die zin dat :

— De Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang van het onderzoek erkende op 26 januari 1998, na gunstig advies van de Interministeriële Commissie voor Wetenschapsbeleid;

— het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol beschikt over rechtspersoonlijkheid als instelling van openbaar nut in toepassing van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend. Bij koninklijk besluit van 23 juli 1957 (1) werden de stichting van de instelling van openbaar nut « Studiecentrum voor Kernenergie » en haar statuten goedgekeurd;

— de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming beschikt over het nodige personeel en materiaal.

Wat de beveiliging betreft van de hard- en software voor dit epidemiologisch onderzoek, wordt gebruik gemaakt van een PC, type Dell Optiplex GX1+, met Microsoft Windows NT 4.0 Service Pack 4 als operating systeem. Deze PC is geplaatst in een niet voor het publiek toegankelijk lokaal binnen de Medische Dienst van het SCK, en aangesloten op een Ethernet netwerk dat gebruik maakt van TCP/IP. De PC heeft toegang tot Windows NT 4.0 servers voor een beveiligde opslag van gegevens.

De PC is zoals andere PC's op het netwerk via een geautomatiseerde procedure geïnstalleerd met Windows NT waarbij de aanbevelingen betreffende de veiligheid van de installatie en gegevens gerespecteerd werden.

Le PC est doté des applications standardisées suivantes : Microsoft Office 97, composé de Word 97, Excel 97 et Access 97. Il est fait usage de Outlook 98 pour les communications internes et externes par courrier électronique via Microsoft Exchange 5.5.

Quant au projet spécifique, il est fait usage de la version 9.0 SPSS (module de base et module statistique avancé) pour le traitement statistique des données. Le SPSS est uniquement utilisé pour ce projet. Il n'y a pas d'autres utilisateurs du SPSS au CEN.SCK.

Pour accéder au PC et au réseau, un utilisateur doit se faire connaître au moyen d'un login individuel composé d'un nom et d'un mot de passe. L'authentification se fait par le système d'exploitation Windows NT. Les mots de passe doivent être changés tous les trois mois et doivent répondre à des règles bien précises. Le PC utilisé pour le projet n'est accessible qu'aux quatre membres de l'équipe. A la fin de la journée, ils doivent obligatoirement suivre la procédure de shut down.

Les PC et les serveurs de réseau utilisent le file system NTFS. L'autorisation d'accès aux données sur le serveur, le share, le directory et le file niveau est accordée pour chaque utilisateur. Seuls les quatre membres du projet ont accès aux répertoires et aux fichiers du projet. L'accès aux fichiers de données est en outre protégé au moyen d'un mot de passe connu uniquement des quatre membres de l'équipe. Ce mot de passe est différent des autres mots de passe.

Les données figurant sur les serveurs de réseau font l'objet d'un back-up journalier effectué par le service informatique, qui applique une procédure stricte décrite dans une instruction de travail QA IW.INF.001/N'Back-up de données sur le serveur du réseau CEN.SCK. Les bandes de sauvegarde sont protégées contre un usage non autorisé. Les supports informatiques de sauvegarde sont conservés dans un coffre-fort.

Le réseau fait usage d'une technologie récente de réseau. Les PC sont raccordés individuellement à des commutateurs de réseau qui empêchent l'écoute des communications entre appareils.

Le réseau est raccordé à Internet au moyen d'un accès protégé. La protection se compose d'un router adre filtering, d'un serveur firewall et de serveurs proxy. Le réseau Internet ne permet pas d'accéder à des PC individuels ou à des serveurs de réseau pour le stockage de données. La protection est tenue à jour. Il y a une surveillance permanente du trafic Internet.

Tous les autres accès directs ou indirects au réseau comme les modems et les liaisons ISDN sont inventoriés. L'utilisation est strictement limitée par application, de sorte que ces accès ne peuvent compromettre la sécurité du réseau et des données.

Enfin, il y a une interdiction d'accès au site protégé du Centre d'étude de l'Energie nucléaire (Organisme nucléaire Classe I - réacteurs nucléaires), sauf autorisations individualisées pour le personnel et les visiteurs invités, qui doivent d'abord s'annoncer à l'entrée principale. Le Service médical est installé dans le bâtiment "Médecine", situé à l'intérieur du site protégé, lequel est surveillé en permanence par un propre service de gardiennage;

- il ne sera pas fait appel à la sous-traitance;
- l'unité de recherche susmentionnée a pris l'engagement de se soumettre au contrôle qui sera organisé par la Commission de la protection de la vie privée;
- seules des informations à caractère anonyme seront diffusées;
- comme demandé par la Commission de la protection de la vie privée dans son avis du 4 février 2000 (point II, A, 3) en ce qui concerne l'obligation faite au personnel concerné de respecter le caractère confidentiel des informations communiquées par le Registre national, le CEN.SCK de Mol a communiqué une "déclaration" souscrite par les membres de l'équipe chargés de l'exécution du projet d'enquête, par laquelle ils s'engagent à observer le caractère confidentiel de l'ensemble des informations communiquées par le Registre national lors de l'exécution de l'enquête "Etude de mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique";

— deux fichiers distincts seront tenus : un fichier contenant les données mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms), 3° (sexe) et 5° (résidence principale), de la loi susvisée du 8 août 1983 et un autre fichier contenant les données à caractère scientifique de l'enquête.

Seul le promoteur du projet ainsi que les collaborateurs de l'unité de recherche spécialement désignés par lui à cet effet disposeront de la clé permettant de mettre ces fichiers en relation. Dès que les informations reçues en communication du Registre national auront été mises en relation avec les autres données à caractère scientifique de l'enquête, les informations nominales seront détruites et remplacées par un code d'identification afin de garantir le caractère strictement anonyme des informations stockées dans la banque de données;

De PC is voorzien van de volgende standaard toepassingen : Microsoft Office 97, bestaande uit Word 97, Excel 97 en Access 97. Voor interne en externe e-mail communicatie via Microsoft Exchange 5.5 wordt Outlook 98 gebruikt.

Voor het specifieke project wordt gebruik gemaakt van SPSS versie 9.0 (basismodule en advanced statistics module) voor de statistische gegevensverwerking. Enkel voor dit project wordt gebruik gemaakt van SPSS. Er zijn geen andere gebruikers van SPSS op het SCK.CEN.

Om toegang te krijgen tot de PC en het netwerk moet een gebruiker zich identificeren aan de hand van een individuele login naam en paswoord. Authenticatie gebeurt door het Windows NT operating systeem. Paswoorden moeten om de drie maanden veranderd worden en moeten aan vastgelegde regels voldoen. De PC gebruikt voor het project is enkel toegankelijk voor de vier teamleden. Bij het beëindigen van de dagtaak is het volgen van de shut down-procedure verplicht.

Op de PC's en de netwerk servers wordt gebruik gemaakt van het NTFS file systeem. Authorisatie voor toegang tot gegevens op server, share, directory en file niveau is vastgelegd per individuele gebruiker. Directories en bestanden van het project zijn enkel toegankelijk voor de vier leden van het project. De toegang tot de databestanden is bijkomend afgeschermd door een paswoord enkel gekend door de vier teamleden. Dit paswoord is verschillend van andere paswoorden.

Gegevens op de netwerk servers worden dagelijks gebackupped door de informatica dienst via een strikte procedure beschreven in een QA werkinstructie IW.INF.001/N'Back-up van gegevens op de SCK.CEN netwerk server. De backup tapes zijn beveiligd tegen ongewenst gebruik. De backup media worden in een kluis bewaard.

Het netwerk maakt gebruik van recente netwerk technologie. PC's zijn individueel aangesloten op netwerk switches zodat af luisteren van de communicatie tussen toestellen verhinderd wordt.

Het netwerk is via een beveiligde toegang aangesloten op het Internet. De beveiliging bestaat uit router adre filtering, firewall server en proxy servers. Via het Internet is geen toegang mogelijk tot individuele PC's of netwerk servers voor gegevensopslag. De beveiliging wordt up-to-date gehouden. Er is een continue monitoring van de Internet trafiek.

Alle andere rechtstreekse of onrechtstreekse toegangen tot het netwerk zoals modems en ISND verbindingen zijn geïnventariseerd. Het gebruik is strikt beperkt per toepassing zodat deze toegangen de veiligheid van het netwerk en gegevens niet in gevaar kunnen brengen.

Tenslotte is er een toegangsverbod tot de omheinde site van het Studiecentrum voor Kernenergie (Nucleaire Instelling Klasse I - kernreactoren), behoudens geïndividualiseerde toelatingen voor het personeel en uitgenodigde - vooraf via de hoofdingang - aangekondigde bezoekers. De Medische Dienst bevindt zich in het gebouw « Geneeskunde », gelegen binnen de omheinde site die continu bewaakt wordt door een eigen bewakingsdienst;

- er wordt geen beroep gedaan op onderaanneming;
- de bovenvermelde onderzoekseenheid heeft de verbintenis aangegaan zich te onderwerpen aan de controle ingericht door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- alleen de informatie met anoniem karakter zal verspreid worden;
- zoals gevraagd werd door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de verplichting van het betrokken personeel om het vertrouwelijke karakter in acht te nemen van de door het Rijksregister medegedeelde informatie, in haar advies d.d. 4 februari 2000 (punt II, A, 3) werd door het SCK.CEN een « verklaring » medegedeeld ondertekend door de teamleden, die belast zijn met de uitvoering van het onderzoeksproject, waarin zij verklaren dat zij bij de uitvoering van het onderzoek « Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België » het vertrouwelijke karakter in acht nemen wat betreft alle door het Rijksregister meege-deelde informatie;

— twee afzonderlijke bestanden worden gehouden : een bestand dat de gegevens bevat vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 3° (geslacht) en 5° (hoofdverblijfplaats) van de bovenvermelde wet van 8 augustus 1983 en een ander bestand dat de gegevens met wetenschappelijk karakter van het onderzoek bevat.

Alleen de promotor van het project en de daartoe speciaal door hem aangeduide medewerkers van de onderzoekseenheid beschikken over de sleutel die toelaat beide bestanden met elkaar in verband te brengen. Zodra de van het Rijksregister ontvangen informatiegegevens in verband gebracht zullen zijn met de andere wetenschappelijke informatiegegevens van het onderzoek zullen de naamsgegevens worden vernietigd en vervangen door een identificatiecode om het strikt anoniem karakter van de in de gegevensbank opgenomen informatie-gegevens te waarborgen;

2° le préambule du projet d'arrêté réfère expressément aux articles 4, 5 a) et 7 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, remplacés par la loi du 11 décembre 1998.

Chacune de ces dispositions tend à garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles se rapportent les informations collectées.

En application de l'article 5, alinéa 2, b), de la loi précitée du 8 août 1983, l'arrêté en projet a été soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée. Cet avis, émis le 14 février 2000, est favorable sous réserve des observations formulées dont il a été tenu compte.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE.
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE.

—
Note

(1) *Moniteur belge* van 28 juillet 1957.

AVIS N° 004/2000 DU 14 FEVRIER 2000
DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol, en abrégé CEN. SCK, à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour la réalisation d'une enquête épidémiologique, à savoir et l'« Etude de la mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique ».

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'intérieur du 6 décembre 1999;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5, alinéa 2, b);

Vu le rapport de M. F. Robben;

Emet, le 14 février 2000, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis

1. Le projet d'arrêté royal, soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, vise à autoriser l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire (en abrégé, CEN-SCK) de Mol à recevoir communication des nom et prénoms, du sexe, de la résidence principale, ainsi que des éventuels lieu et date du décès d'un certain nombre de personnes, en vue de la réalisation d'une enquête épidémiologique concernant la mortalité, notamment la mortalité due au cancer, chez les (ex-) travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique. Les renseignements collectés auprès de l'Unité d'enquête montrent premièrement que le décès d'une personne est un fait d'une grande importance. Lorsqu'un décès survient, l'Unité d'enquête prendra contact avec les proches parents afin de leur demander l'autorisation d'obtenir, par l'intermédiaire du médecin traitant de la personne décédée, communication de la cause de son décès. Deuxièmement, l'Unité d'enquête souhaite pouvoir disposer d'une possibilité d'obtenir facilement l'adresse la plus récente des personnes encore en vie qui font partie de la population concernée par l'enquête, et ce en vue de la réalisation d'enquêtes régulières concernant les circonstances qui peuvent être pertinentes pour cette enquête (les habitudes de fumeurs, par exemple). Les adresses des travailleurs qui sont encore en service dans les cinq

2° de aanhef van het ontwerp van besluit verwijst uitdrukkelijk naar de artikelen 4, 5 a), en 7 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, vervangen door de wet van 11 december 1998.

Elk van deze bepalingen strekt ertoe de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen waarop de verzamelde informatiegegevens betrekking hebben te waarborgen.

Met toepassing van artikel 5, tweede lid, b), van de voormelde wet van 8 augustus 1983 werd het ontworpen besluit voorgelegd aan het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Dit advies, uitgebracht op 14 februari 2000 is gunstig, onder voorbehoud van de gemaakte opmerkingen waarmee rekening werd gehouden.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en
zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE.
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE.

—
Nota

(1) *Belgisch Staatsblad* van 28 juli 1957.

ADVIES NR. 004/2000 VAN 14 FEBRUARI 2000 VAN DE COMMISSIE
VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecetrum voor Kernenergie in Mol, afgekort SCK. CEN, mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de uitvoering van een epidemiologisch onderzoek, namelijk de "Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België"

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 6 december 1999;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 5, 2° lid, b);

Gelet op het verslag van de heer F. Robben;

Brengt op 14 februari 2000 het volgende advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag

1. Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ter advies wordt voorgelegd, heeft tot doel om de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecetrum voor Kernenergie (afgekort SCK.CEN) te Mol te machtigen om mededeling te verkrijgen van de naam en voornamen, het geslacht, de hoofdverblijfplaats en de eventuele plaats en datum van overlijden van een aantal personen, met het oog op het uitvoeren van een epidemiologisch onderzoek betreffende de mortaliteit, inzonderheid kankersterfte, bij (ex-) werknemers van nucleaire bedrijven in België. Uit navraag bij de Onderzoekseenheid blijkt in de eerste plaats het feit dat iemand overleden is van groot belang te zijn. In dat geval zal de Onderzoekseenheid contact opnemen met de nabestaanden om hun toelating te vragen om via de behandelende arts van de overleden persoon een inzicht te krijgen in diens overlijdensoorzaak. In de tweede plaats wenst de Onderzoekseenheid te kunnen beschikken over een mogelijkheid om m.b.t. de nog levende personen uit de onderzoekspopulatie op een vlotte wijze het recentste adres te bekomen met het oog op het uitvoeren van regelmatige enquêtes i.v.m. aangelegenheden die relevant kunnen zijn voor het onderzoek (bv. rookgewoonten). Voor de werknemers die nog in dienst zijn van de 5 nucleaire bedrijven kunnen deze adressen doorgaans bekomen worden via het bedrijf; voor de

entreprises nucléaires peuvent généralement être obtenues par l'intermédiaire de l'entreprise; ce n'est toutefois pas le cas pour les ex-travailleurs. Pour cette raison, on souhaite faire appel au Registre national des personnes physiques.

II. Examen du projet d'arrêté royal

A. Base légale.

2. L'article 5, alinéa 2, b) dispose que le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser la communication, à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, des informations contenues dans le Registre national nécessaires pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude. Les organismes intéressés ne peuvent disposer des informations visées que durant le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et ne peuvent les utiliser que dans ce but.

3. En exécution de cette disposition, le Roi a fixé par l'arrêté royal du 3 avril 1995 les conditions que doivent remplir les organismes intéressés afin d'obtenir communication des informations. Dans le rapport au Roi du projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la Commission, le Gouvernement déclare s'être assuré que la demande remplissait les conditions fixées à l'arrêté royal du 3 avril 1995. Ainsi, il est signalé qu'il ne sera pas fait appel à la sous-traitance, que les Unités d'enquête se sont engagées à se soumettre au contrôle organisé par la Commission, que les informations en provenance du Registre national seront enregistrées dans un fichier séparé, que les informations ne seront diffusées que sous une forme anonyme et que le Ministre de la Politique scientifique a reconnu l'intérêt scientifique de l'enquête. Toutefois, les pièces communiquées ne fournissent pour ainsi dire aucune information concernant les moyens techniques qui seront mis en œuvre en vue de l'exécution des travaux d'enquête, bien que l'article 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 3 avril 1995 exige de vérifier l'efficacité de ces moyens. La Commission de la protection de la vie privée estime qu'il est extrêmement important de connaître les informations relatives aux logiciels et au hard- et software utilisés, de savoir dans quelle mesure ceux-ci sont sécurisés et si les enregistrements se font ou non dans un réseau ouvert.

Les pièces n'indiquent pas que, comme prévu à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995, les contrats d'engagement du personnel concerné par l'enquête prévoient des dispositions qui obligent le personnel concerné à respecter l'éthique professionnelle, et, plus précisément, tout ce qui a trait au caractère confidentiel des informations en provenance du Registre national, et il n'est pas davantage stipulé que chaque membre du personnel concerné a signé une déclaration par laquelle il s'engage à appliquer ces règles. La Commission estime qu'une référence générale au fait que le personnel concerné est soumis aux règles de déontologie médicale ne suffit pas à remplir la condition posée à l'article 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 3 avril 1995.

La Commission invite le Gouvernement à s'assurer expressément que les conditions mentionnées à l'article 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995 sont remplies, et ce avant de communiquer les informations émanant du Registre national et de le confirmer dans le rapport au Roi.

B. Examen des articles.

4. L'article 1^{er} accorde à l'Unité de recherche « Protection contre les rayonnements » du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol l'autorisation de recevoir communication du nom, des prénoms, du sexe, de la résidence principale et des lieu et date du décès lorsqu'il s'agit de personnes qui apparaissent dans une activité de recherche épidémiologique, à savoir l'étude de la mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique. L'utilisation de ces informations n'est autorisée que pour les trois finalités suivantes : l'étude des effets sur la santé d'une exposition de longue durée à de faibles doses de rayonnements ionisants auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires, l'étude de la cause spécifique du décès, principalement la mortalité due au cancer, en vue de prévenir la maladie auprès des (ex-)travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique et le suivi prospectif des travailleurs d'entreprises nucléaires.

ex-werknemers is dit evenwel niet het geval. Daarom wil men hiervoor beroep doen op het Rijksregister.

II. Onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit

A. Wettelijke basis.

2 Artikel 5, tweede lid, b) stelt dat de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die hij nominatief aanwijst, mededeling kan verlenen van informatiegegevens opgeslagen in het Rijksregister, voor de uitvoering van wetenschappelijke, navorsings- of onderzoekswerkzaamheden. De betrokken instellingen mogen slechts over de bedoelde gegevens beschikken gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van die werkzaamheden, en ze enkel gebruiken voor dat doel.

3. In uitvoering van deze bepaling heeft de Koning bij koninklijk besluit van 3 april 1995 de voorwaarden vastgesteld waaraan de betrokken instellingen moeten voldoen om mededeling van informatiegegevens te bekomen. In het verslag aan de Koning bij het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Commissie ter advies wordt voorgelegd, stelt de Regering zich ervan vergewist te hebben dat de aanvraag voldoet aan de voorwaarden gesteld bij het koninklijk besluit van 3 april 1995. Zo wordt aangegeven dat geen gebruik gemaakt zal worden van onderaanneming, dat de onderzoekseenheden zich ertoe verbonden hebben zich te onderwerpen aan de controle georganiseerd door de Commissie, dat de informatiegegevens afkomstig van het Rijksregister in een afzonderlijk bestand zullen worden opgeslagen, dat de informatie enkel in anonieme vorm zal verspreid worden en dat de Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang van het onderzoek erkend heeft. In de meegedeelde stukken wordt evenwel omzeggens geen informatie verstrekt omtrent de technische middelen die zullen worden ingezet voor de uitvoering van de onderzoekswerkzaamheden, hoewel artikel 1, 2° van het koninklijk besluit van 3 april 1995 vereist dat wordt nagegaan of deze middelen afdoende zijn. Informatie over de aard van de gebruikte hard- en software, de mate waarin die beveiligd is en al dan niet in een open netwerk is opgenomen, is uiteraard zeer bepalend voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Evenmin blijkt uit de stukken dat, zoals voorzien in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 3 april 1995, in de arbeidsovereenkomsten van het personeel dat bij het onderzoek betrokken is, bepalingen zijn opgenomen die het betrokken personeel verplicht de beroepsethiek in acht te nemen, meer bepaald wat het vertrouwelijke karakter van de door het Rijksregister meegedeelde informatie betreft, dan wel of elk betrokken personeelslid een verklaring heeft ondertekend waarbij het zich ertoe verbindt deze regels na te leven. Een algemene verwijzing naar het feit dat de betrokkenen onderworpen zijn aan de regels inzake de medische deontologie geeft volgens de Commissie geen voldoende uitvoering aan de voorwaarde gesteld in artikel 1, 3° van het koninklijk besluit van 3 april 1995.

De Commissie verzoekt de Regering zich er uitdrukkelijk van te vergewissen of voldaan is aan de voorwaarden vermeld in artikel 1, 2° en 3°, van het koninklijk besluit van 3 april 1995, alvorens de informatiegegevens afkomstig uit het Rijksregister mee te delen, en hieromtrent een bevestiging op te nemen in het verslag aan de Koning.

B. Artikelsgewijs onderzoek.

4. Artikel 1 verleent aan de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecentrum voor Kernenergie te Mol de machtiging om mededeling te verkrijgen van de naam, de voornamen, het geslacht, de hoofdverblijfplaats en de plaats en datum van overlijden m.b.t. personen die voorkomen in een epidemiologische onderzoeksactiviteit, namelijk de mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België. Het gebruik van deze informatiegegevens wordt enkel toegestaan voor 3 doeleinden : de studie van gezondheidseffecten van langdurige blootstelling aan lage dosissen ioniserende straling bij werknemers van nucleaire bedrijven, de studie van de oorzaak van de sterfte, vooral kankersterfte, met het oog op het voorkomen van de ziekte bij de (ex-)werknemers van nucleaire bedrijven in België en de prospectieve opvolging van werknemers van nucleaire bedrijven.

Il est vrai que l'article 1^{er} contient une description claire des finalités pour lesquelles les informations communiquées par le Registre national peuvent être utilisées, mais le texte de l'arrêté royal ne délimite pas de manière suffisante la catégorie de personnes au sujet desquelles des données peuvent être reçues. D'après une communication avec l'Unité d'enquête, il apparaît que la population concernée par l'enquête est déterminée sur la base des registres du personnel des cinq entreprises nucléaires en Belgique. En outre, l'Unité d'enquête s'est assurée que les personnes concernées étaient informées de manière appropriée du fait qu'elles faisaient partie de la population concernée par l'enquête et que les personnes qui montraient une quelconque opposition en seront biffées. Du reste, ceci constitue une exigence mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal précité. A la lumière de ce qui précède, la Commission propose d'insérer explicitement dans le texte de l'arrêté royal qu'il n'est permis d'obtenir auprès du Registre national des personnes physiques que des données relatives aux travailleurs ou aux ex-travailleurs d'entreprises nucléaires qui prennent part à l'enquête et qui, conformément à l'article 2, sont informées du fait qu'elles font partie de la population concernée par l'enquête et n'y ont montré aucune opposition.

5. L'article 2 oblige l'Unité d'enquête à informer les personnes qui font partie de la population concernée par l'enquête, par écrit et avant le début de cette enquête, de la nature précise de celle-ci, de la dénomination de l'organisme pour lequel l'activité de recherche est effectuée, des finalités de l'enquête, des modalités de traitement des informations recueillies, du délai de conservation des données et de l'anonymisation des données. Les personnes concernées seront en outre informées du fait qu'elles n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'elles peuvent interrompre à tout moment leur coopération. La Commission n'a aucune remarque à formuler au sujet de cette disposition.

6. L'article 3 dispose que la communication des informations du Registre national est faite au chef de projet du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol et que cette personne doit désigner nommément et par écrit, parmi les membres du personnel de l'Unité de recherche « Protection contre les rayonnements », les personnes autorisées à faire usage de ces informations pour les finalités mentionnées supra. La Commission n'a aucune remarque à formuler au sujet de cette disposition.

7. L'article 4 dispose que le nom, les prénoms et la résidence principale, obtenus auprès du Registre national, ne peuvent être conservés, en ce qui concerne les personnes décédées, que durant le temps nécessaire pour mettre l'information ayant trait au lieu et à la date du décès en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête. Quant aux autres personnes, les données en question ne peuvent être conservées que durant le temps nécessaire pour les contacter en vue de les soumettre à une interview. Dans tous les cas, toutes les données obtenues en communication du Registre national doivent être détruites au plus tard quinze ans après l'entrée en vigueur du projet d'arrêté royal. Entre temps, les données ne peuvent être communiquées à des tiers.

La Commission est d'avis que le délai de conservation maximum autorisé est bien trop long pour être admissible. Elle propose de le limiter à une période maximale d'un an après la communication. Si, à l'issue de cette période, certaines personnes doivent encore être interviewées, le Registre national peut naturellement fournir une nouvelle communication, sans qu'un nouvel arrêté royal ne soit nécessaire.

En outre, elle estime que l'arrêté royal devrait préciser le délai d'entrée en vigueur. Elle propose qu'il soit déterminé dans l'arrêté royal que celui-ci entre en vigueur le premier jour suivant sa publication au *Moniteur belge* et que sa durée de validité prenne fin le dernier jour de la quinzième année suivant son entrée en vigueur.

Par ces motifs :

Sous réserve des remarques formulées, en particulier aux points 4 et 7, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,

(signé) B. Havelange.

Le président,

(signé) P. Thomas.

Dit artikel omvat weliswaar een duidelijke omschrijving van de doeleinden waarvoor de door het Rijksregister meegedeelde gegevens mogen worden gebruikt, maar de groep van personen waaromtrent gegevens kunnen worden verkregen is in de tekst van het koninklijk besluit niet afdoende afgebakend. Uit een contact met de Onderzoekseenheid is gebleken dat de onderzoekspopulatie wordt vastgesteld op basis van de personeelsregisters van 5 nucleaire bedrijven in België. Bovendien werd door de Onderzoekseenheid verzekerd dat de betrokkenen degelijk ingelicht werden omtrent het feit dat ze in de onderzoekspopulatie zijn opgenomen en dat personen die een verzet zouden laten blijken uit de onderzoekspopulatie worden verwijderd. Dit wordt overigens vereist door artikel 2 van het voorgelegde ontwerp. In dat licht stelt de Commissie voor om in de tekst van het koninklijk besluit uitdrukkelijk op te nemen dat bij het Rijksregister enkel gegevens mogen worden verkregen m.b.t. werknemers of ex-werknemers van nucleaire bedrijven die aan het onderzoek deelnemen en die overeenkomstig artikel 2 zijn ingelicht omtrent het feit dat ze zijn opgenomen in de onderzoekspopulatie en hiertegen geen verzet hebben laten blijken.

5. Artikel 2 verplicht de Onderzoekseenheid om de personen die deel uitmaken van de onderzoekspopulatie voor de aanvang van het onderzoek schriftelijk op de hoogte te brengen van de precieze aard ervan, van de naam van de onderzoeksinstelling waarvoor het onderzoek wordt verricht, van de doelstellingen ervan, van de modaliteiten volgens dewelke de ingewonnen informatie zal worden verwerkt, van de termijn van bewaring van gegevens en van het feit dat de informatie zal worden geanonimiseerd. De betrokkenen zullen bovendien in kennis worden gesteld van het feit dat zij niet verplicht zijn mee te werken aan het onderzoek en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten. De Commissie heeft geen opmerkingen bij deze bepaling.

6. Artikel 3 stelt dat de mededeling van de gegevens uit het Rijksregister geschiedt aan de projectleider van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol en dat deze persoon onder de personeelsleden van de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming schriftelijk en nominatief de personen moet aanduiden die gebruik mogen maken van deze gegevens voor de hogervermelde doeleinden. De Commissie heeft geen opmerkingen bij deze bepaling.

7. Artikel 4 stelt dat de naam, de voornamen en de hoofdverblijfplaats die verkregen zijn van het Rijksregister voor wat betreft de overleden personen slechts mag bewaard worden gedurende de tijd die nodig is om de informatie betreffende plaats en datum van het overlijden in verband te brengen met de wetenschappelijke gegevens van het onderzoek. Voor wat betreft de andere personen mogen de betrokken gegevens enkel worden bewaard gedurende de tijd die nodig is om met hen contact op te nemen voor een interview. In elk geval moeten alle gegevens verkregen van het Rijksregister uiterlijk vernietigd worden 15 jaar na de inwerkingtreding van het ontwerp van koninklijk besluit. Intussen mogen de gegevens niet meegedeeld worden aan derden.

De Commissie is van oordeel dat de toegestane maximale bewaartermijn onaanvaardbaar lang is. Zij stelt voor deze termijn te beperken tot een periode van maximaal één jaar na de mededeling. Indien na deze periode bepaalde personen opnieuw geïnterviewd moeten worden, kan uiteraard in een nieuwe mededeling vanwege het Rijksregister worden voorzien, zonder dat een nieuw koninklijk besluit nodig is.

Bovendien is ze de mening toegedaan dat het koninklijk besluit de termijn van inwerkingtreding zou moeten bepalen. Zij stelt voor dat in het besluit wordt bepaald dat het in werking treedt op de 1e dag na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad* en dat de werking ervan een einde neemt op de laatste dag van het vijftiende jaar na de inwerkingtreding.

Om deze redenen :

Brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hiervoor gemaakte opmerkingen, in het bijzonder onder de nummers 4 en 7, een gunstig advies uit.

De secretaris,

(get.) M.-H. Boulanger.

De voorzitter,

(get.) P. Thomas.

29 AVRIL 2001. — Arrêté royal autorisant l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol, en abrégé CEN.SCK, à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour la réalisation d'une enquête épidémiologique, à savoir l' « Etude de la mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b), modifié par les lois des 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre;

Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment les articles 4, 5 a), et 7, remplacés par la loi du 11 décembre 1998, trouve à s'appliquer;

Considérant l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992, relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 70;

Vu la Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques;

Vu la décision du 26 janvier 1998 par laquelle Notre Ministre de la Politique scientifique reconnaît comme étant d'intérêt scientifique l'enquête envisagée par l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol et ayant pour intitulé « Etude de la mortalité auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique »;

Considérant que du dossier circonstancié communiqué à Notre Ministre de l'Intérieur par l'Unité de recherche susvisée, il ressort que les activités de recherche envisagées répondent en tous points aux conditions fixées par les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995;

Vu l'avis n° 004/2000 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 14 février 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 juin 2000.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol est autorisée à recevoir communication des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 3°, 5° et 6°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques dans la mesure où elles concernent les personnes qui apparaissent dans une activité de recherche épidémiologique, à savoir l' « Etude de la mortalité auprès de travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique ».

L'utilisation des informations obtenues en communication du Registre national est autorisée aux seules fins mentionnées ci-après :

1° pour examiner les effets sur la santé d'une exposition de longue durée à des faibles doses de rayonnements ionisants auprès des travailleurs d'entreprises nucléaires;

2° pour étudier la cause spécifique du décès, principalement la mortalité due au cancer, en vue de prévenir la maladie auprès des (ex-) travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique;

3° pour continuer à assurer un suivi prospectif des travailleurs d'entreprises nucléaires en Belgique.

Les informations obtenues en communication du Registre national peuvent uniquement se rapporter aux travailleurs ou aux ex-travailleurs des entreprises nucléaires qui participent à l'enquête et qui, conformément à l'article 2, sont informés du fait qu'ils sont repris dans la population faisant l'objet de l'enquête et ne s'y sont pas opposés.

Les instruments d'interrogation qui seront utilisés en application du présent article ainsi que l'information écrite adressée aux personnes interrogées en application de l'article 2 doivent être tenus par le

29 APRIL 2001. — Koninklijk besluit waarbij aan de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol, afgekort SCK.CEN, mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend voor de uitvoering van een epidemiologisch onderzoek, namelijk de « Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b), gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn;

Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid de artikelen 4, 5 a), en 7, vervangen door de wet van 11 december 1998, van toepassing is;

Overwegende het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid het artikel 70;

Gelet op de Aanbeveling nr. R(83) 10 van 23 september 1983 van de Raad van Europa betreffende de bescherming van persoonsgegevens gebruikt voor statistisch of wetenschappelijk onderzoek;

Gelet op de beslissing van 26 januari 1998 waarbij Onze Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang erkent van de door de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol gepland onderzoek met als titel « Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België »;

Overwegende dat uit het omstandig dossier dat aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken bezorgd werd door de hiervoor vermelde Onderzoekseenheid blijkt dat de geplande onderzoeksactiviteiten op alle punten voldoen aan de voorwaarden vastgesteld door de artikelen 1, 3 en 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995;

Gelet op het advies nr. 004/2000 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 14 februari 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 juni 2000.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Onderzoekseenheid Stralingsbescherming van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol wordt gemachtigd om mededeling te krijgen van de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 3°, 5° en 6°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen voor zover deze betrekking hebben op de personen die voorkomen in een epidemiologische onderzoeksactiviteit, namelijk de « Mortaliteitsstudie bij werknemers van nucleaire bedrijven in België ».

Het gebruik van de informatiegegevens verkregen door mededeling uit het Rijksregister is enkel toegestaan voor de hierna vermelde doeleinden :

1° om de gezondheidseffecten van langdurige blootstelling aan lage dosissen ioniserende straling bij werknemers van nucleaire bedrijven te bestuderen;

2° om de specifieke oorzaak van de sterfte, vooral kankersterfte te bestuderen met het oog op het voorkomen van de ziekte bij de (ex-) werknemers van nucleaire bedrijven in België;

3° om de werknemers van nucleaire bedrijven in België verder prospectief op te volgen.

De bij het Rijksregister verkregen informatiegegevens mogen enkel betrekking hebben op werknemers of ex-werknemers van de nucleaire bedrijven die aan het onderzoek deelnemen en die overeenkomstig artikel 2 zijn ingelicht omtrent het feit dat ze zijn opgenomen in de onderzoekspopulatie en hiertegen geen verzet hebben laten blijken.

De ondervragingsinstrumenten die zullen worden gebruikt met toepassing van het onderhavige artikel, alsmede de schriftelijke informatie die gericht zal worden aan de personen die ondervraagd

responsable de l'enquête à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 2. Les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, seront informées par écrit avant le début de l'enquête de la nature précise de celle-ci, de la dénomination exacte de l'organisme pour lequel l'activité de recherche est effectuée, des objectifs que celle-ci poursuit et des modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées.

Elles seront informées qu'elles n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'elles peuvent interrompre à tout moment leur coopération sans devoir en justifier les motifs.

Elles seront en outre informées du délai de conservation des données, visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, et du fait que les informations les concernant seront rendues anonymes.

Un exemplaire de la lettre d'information visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi que du questionnaire qui sera soumis aux personnes invitées à coopérer à l'enquête, sera tenu par le responsable de l'enquête à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Le responsable de l'enquête veillera à la pertinence des informations reprises dans le questionnaire par rapport aux finalités de l'activité de recherche.

Art. 3. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est faite au chef de projet et maître du fichier du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol.

La personne visée à l'alinéa 1^{er} désigne nommément et par écrit, parmi les membres du personnel de l'Unité de recherche Protection contre les rayonnements du Centre d'étude de l'Energie nucléaire de Mol ceux d'entre eux qu'elle autorise à faire usage de ces informations dans le cadre de leur activité de recherche, aux seules fins mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

La liste des membres du personnel visés à l'alinéa précédent est dressée dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté. Elle est tenue par le responsable de l'enquête à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 4. Les informations visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être conservées que pendant une période de maximum un an après la communication du Registre national. Si certaines personnes doivent à nouveau être interviewées à l'issue de cette période, une nouvelle communication du Registre national peut être prévue sans devoir entamer une nouvelle procédure de communication des informations visées à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983.

Sans préjudice de la disposition de l'alinéa 1^{er}, les informations obtenues en communication du Registre national par application de l'article 1^{er} doivent être effacées ou détruites au plus tard quinze ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le dernier jour de la quinzième année qui suit son entrée en vigueur.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique
Ch. PICQUE

zullen worden in toepassing van artikel 2, dienen door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden te worden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 2. De personen bedoeld in artikel 1, eerste lid, zullen vóór de aanvang van het onderzoek schriftelijk op de hoogte gebracht worden van de precieze aard daarvan, van de juiste benaming van de instelling waarvoor de onderzoeksactiviteit wordt verricht, van de doelstellingen die het nastreeft en van de modaliteiten volgens welke de ingewonnen informatiegegevens zullen worden verwerkt.

Zij zullen ervan worden in kennis gesteld dat zij niet verplicht zijn mede te werken aan het onderzoek, en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten, zonder hiervoor een wettiging te moeten geven.

Zij zullen bovendien ingelicht worden over de termijn van bewaring van de gegevens, waarin wordt voorzien in artikel 4, eerste lid, en over het feit dat de hen betreffende gegevens anoniem gemaakt zullen worden.

Een exemplaar van de brief bedoeld in het eerste lid, alsmede van de vragenlijst die aan de personen die uitgenodigd worden aan het onderzoek mee te werken, zal door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden worden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De verantwoordelijke van het onderzoek zal waken over de pertinentie van de gegevens opgenomen in de vragenlijst ten opzichte van de doeleinden van de onderzoeksactiviteit.

Art. 3. De informatiegegevens uit het Rijksregister bedoeld in artikel 1, eerste lid, worden meegedeeld aan de projectleider en houder van het gegevensbestand van het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol.

De persoon bedoeld in het eerste lid duidt onder de leden van het personeel van de Onderzoekseenheid Stralingsbescherming aan het Studiecentrum voor Kernenergie in Mol bij name en schriftelijk aan, wie gebruik mag maken van deze informatiegegevens in het kader van hun onderzoeksactiviteit, enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 1, tweede lid.

De lijst van de leden van het personeel bedoeld in het voorgaande lid wordt opgesteld in de maand die volgt op de inwerkingtreding van het onderhavige besluit. Deze lijst wordt door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 4. De informatiegegevens bedoeld in artikel 1, eerste lid, mogen slechts worden bewaard gedurende een periode van maximaal één jaar na de mededeling uit het Rijksregister. Indien na deze periode bepaalde personen opnieuw geïnterviewd moeten worden, kan in een nieuwe mededeling vanwege het Rijksregister worden voorzien, zonder dat een nieuwe procedure tot mededeling van de informatiegegevens zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 noodzakelijk is.

Onverminderd het bepaalde in het eerste lid, moeten de informatiegegevens die meegedeeld werden uit het Rijksregister door toepassing van artikel 1, ten laatste vijftien jaar na de inwerkingtreding van het onderhavige besluit uitgewist of vernietigd worden.

Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Voor de toepassing van het voorgaande lid worden niet als derden beschouwd de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op gevolg te hebben op de laatste dag van het vijftiende jaar na de inwerkingtreding.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE